



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Récifs coralliens de l'île Maurice menacés.

Question écrite n° 32696

Texte de la question

Mme Florence Granjus attire l'attention de Mme la secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique, chargée de la biodiversité, sur la menace qui pèse sur les récifs coralliens de l'île Maurice. Le 25 juillet 2020, un bateau japonais qui transportait une charge importante de 4 000 tonnes de pétrole a heurté les côtes de l'île Maurice. Un total de 1 000 tonnes d'hydrocarbure déversé en mer menace l'équilibre écologique de ce territoire et porte gravement atteinte à la vie des coraux. Plus de 500 mètres de récifs coralliens sont déjà détruits. Selon les scientifiques, la situation ne devrait que s'aggraver. En effet, la pollution brouille l'eau de l'océan et bloque l'accès aux rayons du soleil, indispensable aux coraux et au développement des micro-organismes flottants. Avec cette pollution, la menace du pétrole sur les récifs coralliens est toujours omniprésente et source de préoccupation pour les Mauriciens. La population mauricienne s'est fortement mobilisée contre cette marée noire qui a ravagé l'île. Des mesures ont été prises par le Gouvernement. La France a été le premier pays à envoyer une assistance matérielle et humaine depuis La Réunion, telle que du matériel de pompage et de barrage flottant. Elle lui demande des précisions sur les actions environnementales qui pourraient être menées rapidement pour préserver au mieux les coraux.

Texte de la réponse

Le 25 juillet, le vraquier « Wakashio », contenant 3874 t de fioul de propulsion (Very Low Sulphur Oil, VLSFO), 200 t de diesel et 90 t d'huile de lubrification, s'est échoué sur un récif corallien à 1,3 nautiques de pointe d'Esny, au sud-est de l'île Maurice. Malgré le pompage d'une partie des soutes, 800 à 1 000 m³ d'hydrocarbures ont été déversés et ont rapidement atteint la côte, notamment dans un secteur naturel sensible comportant de la mangrove. Dans le cadre du Plan sous-régional pour les pays de l'océan Indien occidental contre les pollutions marines accidentelles, qui désigne comme autorité politique décisionnelle pour la France le Secrétariat général de la mer, la France a immédiatement apporté son soutien aux autorités mauriciennes à travers l'envoi à partir de l'île de la Réunion de matériels et de personnels de la base navale et du stock Polmar. Le PC du Cedre (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux) a également été mobilisé ainsi que Météo France puis les autres membres du comité de dérive (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et Service hydrographique et océanographique de la Marine) afin de réaliser et analyser les prévisions de dérive quotidiennes des hydrocarbures et éventuels objets flottants perdus par l'épave. Le Cedre a également modélisé le comportement du VLSFO, à partir de celui d'un hydrocarbure proche, faute de données préexistantes sur ce produit. Un expert du Cedre et deux du Ceppol (Centre d'expertises pratiques de lutte antipollution) ont effectué une mission commune à La Réunion puis à Maurice afin d'apporter leur appui technique aux autorités françaises dans leur soutien aux autorités mauriciennes. La France est attentive à l'impact des pollutions par hydrocarbures sur les récifs coralliens partout dans les outre-mer et notamment dans l'océan Indien avec le canal du Mozambique où circulent de nombreux pétroliers. Le Plan d'actions pour la protection des récifs coralliens des outre-mer français a ainsi un axe dédié à la gestion des crises touchant les récifs coralliens. Ce plan prévoit la réalisation par le Cedre d'un guide d'intervention sur les récifs coralliens, dont la publication est prévue mi-2022. Ce guide, destiné aux autorités terrestres et

maritimes ainsi qu'aux industriels, vise à rassembler les informations pertinentes sur le fonctionnement des milieux coralliens et leur sensibilité vis-à-vis des pollutions et sur les stratégies de réponse à y apporter. Les experts du Cedre y proposent des pistes en terme de dégagement du navire à l'origine de la pollution ; de nettoyage mécanique et/ou chimique ; de confinement de la pollution, etc. Le délai de réaction est crucial dans la gestion des crises, le vieillissement du pétrole déversé fermant peu à peu les options possibles. C'est cette expertise du Cedre qui a notamment été mobilisée pour appuyer l'île Maurice. Le traitement d'un récif corallien soumis à une pollution par des hydrocarbures ne pouvant s'envisager qu'au cas par cas, les particularités qui ont été observées dans le cas du « Wakashio » viendront enrichir le guide dont une version sera proposée mi 2022.

Données clés

Auteur : [Mme Florence Granjus](#)

Circonscription : Yvelines (12^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 32696

Rubrique : Biodiversité

Ministère interrogé : [Biodiversité](#)

Ministère attributaire : [Biodiversité](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [6 octobre 2020](#), page 6755

Réponse publiée au JO le : [12 avril 2022](#), page 2371